

dre juridique et la consultation qui s'est achevée de manière positive.

47. La constitutionnalité du projet est établie. Elle a également été confirmée par l'Office fédéral de la justice. La même conclusion de conformité à la constitution a également été établie par le prof. Dr. iur. Paul Richli, de l'Université de Berne (*Der Bund*, 9.1.88).

48. Une rapide introduction de la modification de la Loi sur l'alcool permettrait, sans porter préjudice à d'autres secteurs de l'agriculture, d'élaborer à court terme de précieuses expériences pour d'autres secteurs également.

49. Un encouragement accru de l'entraide comportera moins de problèmes par rapport à l'intégration européenne ou aux négociations du GATT, qu'une aide accrue de la part de l'Etat.

410. Les contributions de solidarité encouragent l'entraide, et celle-ci peut à son tour réduire raisonnablement l'aide étatique dans sa tendance.

En ce sens, les producteurs arboricoles suisses aspirent à une rapide réalisation du projet de solidarité.«

Considérations de la Commission de la santé publique et de l'environnement

La Commission de la santé publique et de l'environnement accueille favorablement les propositions formulées par l'auteur de l'initiative.

L'initiative vise à créer les bases légales permettant à la Confédération de soutenir les efforts d'entraide des milieux fruitiers, plus précisément par la Fruit-Union Suisse. Il s'agit en particulier d'assurer la participation des producteurs non organisés aux efforts d'entraide.

Par entraide, il faut entendre les mesures suivantes:

– adaptation des cultures de fruits de table aux possibilités d'écoulement

exemple: versement de primes d'arrachage aux producteurs qui réduisent la surface de leur pommeraie

– promotion des ventes de fruits

exemple: financement de la publicité

– promotion de la qualité des fruits

exemple: financement du contrôle de la qualité, mise sur pied de cours

De telles mesures sont déjà prises à l'heure actuelle. Il est nécessaire cependant de les renforcer et de les étendre.

Les nouvelles dispositions légales offrent la possibilité de demander des contributions pour le financement des mesures d'entraide à tous les arboriculteurs professionnels.

Les exploitations imposables devraient au moins compter 20 ares de cultures fruitières. Les contributions devraient s'élever à quelque 200 francs par hectare et par an.

Les contributions seraient perçues par la Fruit-Union Suisse auprès des membres d'organisations de producteurs; la Régie des alcools ou un office mandaté par elle les encaisserait auprès des non-membres.

Ce système suppose qu'au moins la moitié des arboriculteurs professionnels détenant au minimum les 50 pour cent de la surface totale. Si ce n'est pas le cas, le Conseil fédéral pourrait être autorisé, à titre de solution de rechange, à réclamer une contribution obligatoire à tous les producteurs.

Conformément à l'article 21ter de la loi sur les rapports entre les conseils, la commission, dans le cadre de l'examen préliminaire, a pour tâches de faire rapport en particulier sur:

a. l'état des travaux sur le même objet au Parlement et dans l'administration

Au Parlement, ce problème n'a été soulevé qu'en raison de la présente initiative.

En revanche, comme il ressort d'ailleurs de l'exposé des motifs de l'auteur de l'initiative, l'administration a déjà réalisé des travaux précis dans ce domaine. Toutefois, le Département des finances a renvoyé à plus tard le projet; le Conseil fédéral ne l'a pas inscrit dans le programme de législation 1987–1991.

b. l'ampleur et le calendrier du travail parlementaire

Au cas où le Conseil national décide de donner suite au projet, la commission a besoin d'environ 9 mois pour élaborer un texte de loi accompagné d'un rapport. Une nouvelle procédure de consultation concernant cet objet n'est pas nécessaire. En revanche, la question de sa constitutionnalité exige

un examen plus approfondi. Le Conseil fédéral aura besoin de 6 mois pour prendre position et le traitement du projet par le Conseil des Etats exigera 6 mois également. Ainsi, avec une éventuelle élimination des divergences, il faut compter 2 ans à partir du moment où le Conseil national aura décidé de donner suite à l'initiative.

c. la possibilité de transformer l'initiative en motion ou postulat pour atteindre le but visé

La Commission de la santé publique et de l'environnement est de l'avis que le but ne peut guère être atteint avec une motion ou un postulat.

Bien que des projets complets aient été présentés et que la Confédération n'ait pas à supporter des frais supplémentaires, le Conseil fédéral n'a rien entrepris. Partant, il faut bien admettre qu'une motion ou un postulat ne pourrait pas changer grand chose non plus.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt dem Nationalrat einstimmig, der Initiative Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission, à l'unanimité, propose au Conseil national de donner suite à l'initiative.

Angenommen – Adopté

86.240

Parlamentarische Initiative (Eggli-Winterthur) Artikel 325 OR. Aenderung Initiative parlementaire (Eggli-Winterthur) Article 325 CO. Modification

Siehe Jahrgang 1988, Seite 1459 – Voir année 1988, page 1459

Bericht und Beschlussentwurf der Petitions- und Gewährleistungskommission vom 30. August 1989 (BBI III, 1233)
Rapport et projet d'arrêté de la Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales du 30 août 1989 (FF III, 1189)

Stellungnahme des Bundesrates vom 11. Dezember 1989

(BBI 1990 I, 120)

Avis du Conseil fédéral du 11 décembre 1989 (FF 1990 I, 108)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Hess Peter, Berichterstatter: Ich möchte Sie darauf hinweisen, dass Sie in dieser Session drei verschiedene Dokumente ausgeteilt erhalten haben: nämlich den Bericht der Petitions- und Gewährleistungskommission, das ist das kleine gelbe Büchlein, und die Stellungnahme des Bundesrates. Dann wurde aber fälschlicherweise auch der frühere, erste Bericht der Petitions- und Gewährleistungskommission ausgeteilt; den können Sie wegwerfen, weil er seinerzeit bereits im Rat verabschiedet wurde und überhaupt Gegenstand für die Arbeit der Petitions- und Gewährleistungskommission war.

Dem Antrag und Bericht der Petitions- und Gewährleistungskommission selbst können Sie entnehmen, dass es bei der parlamentarischen Initiative von Herrn alt Kollega Eggli-Winterthur darum geht, im Obligationenrecht eine Bestimmung einzufügen, gemäss welcher die Abtretung oder Verpfändung künftiger Lohnforderungen unzulässig ist. Ich verzichte darauf, die Details zu kommentieren, weil sämtliche Ueberlegungen der Kommission, die dieser Initiative einstimmig gefolgt ist und den Gesetzesvorschlag mit Zustimmung des Bundesra-

tes einstimmig verabschiedet hat, im Bericht umschrieben sind.

Le président: Le document polycopié qui était joint au dossier de cet objet a été distribué par erreur. Il s'agit de la première prise de position qui nous avait conduits au document que nous discutons aujourd'hui.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I, II
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf der Kommission

Titre et préambule, ch. I, II
Proposition de la commission
Adhérer au projet de la commission

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 93 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

90.002

Parlamentarische Immunität von Nationalrat Günter. Aufhebung Immunité parlementaire du conseiller national Günter. Levée

Frau **Jeanprêtre** unterbreitet im Namen der Petitions- und Gewährleistungskommission den folgenden schriftlichen Bericht:

11. Am 16. August 1989 eröffnete das Untersuchungsrichteramt Interlaken durch Einleitung einer Voruntersuchung eine Strafverfolgung gegen Nationalrat Günter wegen Erleichterns, eventuell Vorbereitens des rechtswidrigen Verweilens eines Asylbewerbers in der Schweiz.

Es wird Nationalrat Günter vorgeworfen, er habe zusammen mit seiner Frau einen abgewiesenen Asylbewerber bei sich zu Hause beherbergt und damit dessen illegales Verweilen in unserem Lande begünstigt.

12. Nationalrat Günter machte den Untersuchungsrichter unmittelbar nach Kenntnisnahme der Eröffnung einer Strafverfolgung darauf aufmerksam, dass das Verantwortlichkeitsgesetz (VG, SR 170.32) in diesem Fall berücksichtigt werden müsse. Damit brachte er deutlich zum Ausdruck, dass er der Auffassung war, dass eine Ermächtigung zur Strafverfolgung erforderlich sei. Trotz dieser klaren Äusserung führte der Untersuchungsrichter die Strafverfolgung weiter, wohl davon ausgehend, er sei zur Beurteilung zuständig, ob die Einholung einer Ermächtigung zur Durchführung einer Strafverfolgung notwendig sei oder nicht.

Mit Mitteilung vom 8. November 1989 teilte der Untersuchungsrichter Nationalrat Günter mit, dass er die Untersuchung als ausreichend erachte und beabsichtige, dem Bezirksprokurator die Ueberweisung zur Beurteilung an den Einzelrichter von Interlaken zu beantragen. Mit Eingabe vom 12. November 1989 berief sich Nationalrat Günter nochmals darauf, dass ein Fall gemäss Artikel 14 VG vorliege. Mit Verfü-

gung vom 16. November 1989 hielt der Untersuchungsrichter explizit fest, dass die Einholung einer Ermächtigung zur Durchführung einer Strafverfolgung nicht notwendig sei.

Gegen diese Verfügung erhob Nationalrat Günter am 28. November 1989 Rekurs an den Bezirksprokurator des Oberlandes und beantragte, ein Verfahren um Ermächtigung zur Strafverfolgung in die Wege zu leiten.

Mit Schreiben vom 18. Dezember 1989 verfügte der Gerichtspräsident I des Richteramtes Interlaken die Ueberweisung der Straftaten gegen Nationalrat Günter wegen Widerhandlung gegen das Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer (Anag, SR 142.20) an die eidgenössischen Räte zum Entscheid der Frage, ob das Nationalrat Günter angela-stete strafbare Verhalten der Ermächtigung zur Strafverfolgung bedürfe, eventuell zum Entscheid über die Erteilung der Ermächtigung (Artikel 14 VG).

2. Gesuche um Aufhebung der Immunität von Ratsmitgliedern und Magistratspersonen werden zur Vorprüfung den Petitions- und Gewährleistungskommissionen von National- und Ständerat unterbreitet (Artikel 41 Reglement des Nationalrates; Artikel 37 Absatz 4 Reglement des Ständerates).

3. Die Petitions- und Gewährleistungskommission des Nationalrates befasste sich am 25. April 1990 mit dem Gesuch des Richteramtes Interlaken. Sie gab dem Beschuldigten anlässlich dieser Sitzung Gelegenheit, sich zu äussern (Artikel 14 Absatz 2 VG).

Nationalrat Günter führte zum Sachverhalt folgendes aus (Zusammenfassung):

«Im Herbst vor einem Jahr kamen Asylbewerber in meinen Wohnort Goldswil. Meine Frau, freie Mitarbeiterin bei der 'Berliner Zeitung', hat sich journalistisch mit dem Problem auseinandergesetzt. Anfang letzten Jahres kam es durch diese Asylbewerber zur Besetzung der Schlosskirche Interlaken. Im Kontakt mit ihnen fiel meiner Frau ein besonders hilfloser Mensch auf, der nicht orientiert war, was mit ihm eigentlich geschah und dessen erste Abweisung des Gesuches wohl zu Unrecht erfolgt war. Sie kümmerte sich intensiv um ihn. Im Februar habe ich beschlossen, mich selber der Sache anzunehmen, denn es bestand die Gefahr einer Kurzschlusshandlung meiner Frau: Sie wollte, fest überzeugt von einem Fehlentscheid, den Asylbewerber in die Türkei zurückbegleiten.

Als Mitglied der Geschäftsprüfungskommission hatte ich mich bereits seit längerer Zeit eingehend mit Asylfragen befasst. Damals stand in dieser Kommission wie in den Medien die Arbeit zur Diskussion, die unter Herrn Arbenz im EJPD geleistet wurde.

Ich sah jetzt eine Chance, als Bürger zu erleben, was geschieht, wenn man einen Asylbewerber betreut, von dem man glaubt, bei seiner Bewerbung seien entscheidende Gründe unberücksichtigt geblieben. Aus dieser Perspektive die Arbeit der Verwaltung und einzelner Beamter kennenzulernen, war denn auch ausgesprochen aufschlussreich. In einer Unterredung mit einem massgeblich beteiligten Beamten legte ich meine medizinischen Bedenken in diesem Fall dar (der Asylbewerber dürfte manisch-depressiv und in hohem Mass suizidgefährdet sein); auf meine Kosten wurde ein psychiatrisches Gutachten erstellt. Mein beruflicher Standpunkt wurde offenbar durch diese fachspezifische Arbeit gestützt, und ich konnte dieses Gutachten, dessen Inhalt ich nicht kenne, meinen Gesuchen beilegen.

Das Versprechen, meine Einwände zu prüfen, wurde mit einem Brief Ende März 'eingelöst'. Dort hiess es, die Prüfung habe ergeben, dass alles in Ordnung sei – und dies, ohne dass man mich, den Asylbewerber oder meine Frau nochmals angehört hätte. Empört wandte ich mich an die Verwaltung. Dort versicherte man mir, ich könne ruhig in die Skiferien gehen, man wolle nachher alles nochmals besprechen. Meine Bedenken, dass nach Hörensagen das Heim – inzwischen das Restaurant 'Helvetia' in Unterseen – aufgehoben werden solle, weil der Kanton es anderweitig benötige, wurden zerstreut; ausserdem käme es ja auf einen Asylanten mehr oder weniger ohnehin nicht an. Nach drei Tagen in den Skiferien wurde ich von meinem Sohn alarmiert, das Heim sei geschlossen, jenen Bewerber solle irgendwohin kommen; ein Analphabet, der nicht allein reisen kann. Nach einem halben Tag hatte ich alle

Parlamentarische Initiative (Eggli-Winterthur) Artikel 325 OR. Aenderung

Initiative parlementaire (Eggli-Winterthour) Article 325 CO. Modification

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	86.240
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.06.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1233-1234
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 715

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.